

# Vous avez dit : modernités ?

**Alain Croix**

*Professeur émérite*

*Université Rennes 2 – Haute-Bretagne*

**BRIAN OSBORNE, ON VIENT DE LE LIRE, DONNE À CE COLLOQUE UNE VRAIE CONCLUSION :** la mienne serait redondante. Cela me convient d'autant mieux que je souhaiterais, tout au contraire, mettre l'accent sur ce qui est demeuré en large part implicite dans les communications, ce qui me conduira bien évidemment à m'exprimer aussi sur la modernité...

Il serait en effet facile de résumer d'une phrase ce qui a été exprimé par les communicants : « tout est modernité », tout, ou presque, puisque seul Pierre Cambon a exprimé nettement l'idée que la modernité n'intéressait vraiment pas, en tant que valeur, les Innus de Sept-Îles. Au-delà de la caricature de ce « résumé », il me semble indispensable de souligner d'entrée qu'un concept – à supposer qu'il s'agisse d'un concept, puisque cela aussi a été discuté – que chaque utilisateur se sent obligé de définir est soit un concept très neuf en cours d'affinage, soit un concept très peu opérationnel. L'évidence de la seconde option n'est certainement pas amoindrie par un autre constat : même lorsque le terme de modernité est utilisé pour définir une période, les bornes chronologiques de celle-ci changent lors de chaque utilisation. Aussi n'hésiterai-je pas, malgré la passion réelle ou convenue exprimée par nombre d'intervenants pour la ou les modernités, à faire mienne la formule minimaliste des organisateurs de ce colloque, envisageant qu'il ne s'agisse là que d'un « mot commode servant à réunir arbitrairement des réalités hétéroclites ». À illustrer en somme, à son et à mon corps défendant, la formule de Jean Baudrillard que, actualité nécrologique

aidant, la presse québécoise reprenait le matin même de l'ouverture du colloque : « l'Amérique est la version originale de la modernité ».

Il serait cependant parfaitement injuste d'en rester à cette formule qui ne me semble pas un sommet de la pensée, parfaitement léger aussi de ne fonder un rejet que sur le manque de cohérence de définitions qui n'engagent évidemment que leur auteur. Il me semble en effet que toute réflexion fondée, ne serait-ce qu'en partie, sur la notion de modernité devrait faire siens, fondamentalement, trois principes – je me garderai bien de parler de « concepts » – qui, ensemble, pourraient peut-être lui donner un sens acceptable au moins par les historiens, donc par définition un sens relatif.

La capacité des sociétés humaines à impulser et à intégrer l'innovation technique, économique, sociale, culturelle – ce qui pourrait être une définition minimale mais somme toute acceptable de la modernité – est en effet indissociable des héritages, et cela, dans un lien dialectique. Cela conduit à exclure que la modernité puisse être un état : elle est mouvement, elle est un processus, pour reprendre le terme d'Hubert Watelet. La communication de Pierre Lanthier sur la consommation de l'électricité dans les bidonvilles de Bombay illustre parfaitement cela : elle nous décrit l'évidente modernité attachée à l'électricité, mais elle nous décrit aussi le processus de récupération de la modernité dans une manière de consommer et une culture héritées. Il en ressort, me semble-t-il, la parfaite vanité de définir cette réalité comme moderne ou archaïque, et à l'inverse la grande fécondité de l'analyse en termes de confrontation de l'ancien et du nouveau, jusque dans la manière dont les sociétés d'électricité envisagent des solutions techniques pour venir à bout d'« héritages » qui pèsent évidemment sur leurs profits...

Cela conduit aussi à réfléchir, avec prudence, à la notion de « rupture », utilisée à plusieurs reprises au cours du colloque, dans des communications et lors des discussions. Il me semble en effet qu'au-delà d'exceptions, ou de domaines bien circonscrits, l'emploi de ce terme implique souvent une victoire décisive de la « modernité » sur les « héritages ». Sans même avoir besoin de me référer aux gigantesques illusions de ceux qui ont cru pouvoir planifier une telle rupture – je pense notamment à la « Révolution culturelle » rêvée par Mao –, je soulignerai l'évolution très profonde des recherches sur ce qui a longtemps semblé être le parfait exemple de la rupture, la Révolution française. Nous sommes en effet passés de l'illusion d'un moment « à part » – qui a même conduit à créer en France quelques chaires d'histoire de la Révolution française – à des approches qui se font aujourd'hui dans le moyen voire dans le long terme, en insérant les indéniables et parfois essentiels changements de la Révolution française dans une perspective séculaire qui permet d'en mesurer aussi bien les prémices que la réalité ou non des effets.

Encore cette première réflexion pêche-t-elle en ignorant une seconde dimension fondamentale de l'éventuelle modernité, indissociable de la première : il ne me semble pas

possible, et en tout cas pas crédible, de parler de modernité indépendamment d'un contexte social aussi précis que possible.

Revenons à Bombay : comment pourrait-on analyser le détournement de l'électricité dans les bidonvilles de la métropole indienne en omettant l'essentielle solidarité entre les habitants des bidonvilles et les agents des compagnies d'électricité, les policiers aussi, qui en sont en large part issus ? Ce n'est pas là l'application primaire d'une vulgate marxiste dont je n'ai que faire, mais tout simplement le recours à une grille d'analyse qui me semble éclairante. À Paul Servais qui, au terme de son exposé très précis sur les réalités rurales du pays de Liège au XVIII<sup>e</sup> siècle, définit, dans la discussion, la résistance au partage des communaux comme « le refus de la modernité », j'opposerais ainsi volontiers une autre analyse, celle d'un refus par les paysans les plus pauvres, ceux qui ont un besoin vital pour survivre des ressources d'appoint apportées par les communaux, d'un changement qui n'est favorable que pour les exploitants déjà engagés dans une logique de production capitaliste. Il est loisible à chacun de considérer cette dernière position comme « moderne », mais il me semble que la modernité n'est ici qu'un jugement de valeur, ce « mot commode » qui masque peut-être ici des réalités sociales essentielles à la compréhension.

L'enjeu est parfois bien plus fondamental. Situer la naissance de la modernité au XVI<sup>e</sup> siècle (ou, d'ailleurs, au XV<sup>e</sup> ou au XVIII<sup>e</sup>...) est sans doute commode, mais n'a strictement aucun sens pour une partie de la société des époques considérées. La perspective, l'Amérique et l'individualisme n'ont pas été découverts à la même date par tous les Européens, et ce n'est pas un détail, sauf à interpréter tout phénomène historique en fonction d'un « sens de l'histoire » qui courrait perpétuellement, bien entendu, vers la modernité. Hubert Watelet rappelait très opportunément, au cours d'une discussion du colloque, que le terme même de *modernitas* – le latin compte évidemment bien plus que les langues vernaculaires, puisque nous manions là des termes d'intellectuels – apparaissait au XI<sup>e</sup> siècle : les concepteurs des élancements gothiques ont probablement eu le sentiment d'être très « modernes », et peut-être aussi les moines irlandais et bretons peignant les enluminures des VIII<sup>e</sup> et IX<sup>e</sup> siècles, mais il ne viendrait pas à l'idée de grand monde d'en qualifier pour autant leurs époques de « modernes ». La tentation a bien existé, puisqu'on a souvent succombé à l'emploi du terme de « renaissance », carolingienne notamment. Ce terme, dont le sens est aussi faible que celui de modernité, a au moins l'avantage de bénéficier d'un consensus lorsqu'on l'applique aux XV<sup>e</sup> et XVI<sup>e</sup> siècles, avec une majuscule, ses autres emplois exigeant adjectif et minuscule...

Il n'est donc d'éventuelles modernités qu'au pluriel, bien évidemment pour un historien, un pluriel encore plus indispensable dès lors qu'on veut bien renoncer à l'eurocentrisme, et encore : je manque de compétence en la matière, mais je ne suis pas sûr qu'on puisse parler de « modernité », même supposée, pour l'Andalousie rurale avant un XX<sup>e</sup> siècle

bien avancé... Et qui oserait plaquer la chronologie de l'Europe occidentale, même socialement nuancée, sur l'histoire de la Russie? L'articulation entre le temps et l'espace, consubstantielle du Centre interuniversitaire d'études québécoises, prend ici toute sa dimension: la modernité ne peut en aucun cas être la même pour les colonisateurs et les colonisés, ni pour ce qu'il est pudiquement convenu de désigner aujourd'hui comme pays « du Nord » et pays « du Sud ».

Et j'ajouterais volontiers que les frontières ne sont pas seulement celles de la place dans la société et celles de la place dans l'espace, à un moment donné: dans certains domaines au moins, la modernité des hommes n'est certainement pas celle des femmes, de même que celle des protestants, par exemple, n'est certainement pas celle des bouddhistes...

Cela nous conduit à ce que j'estime être la troisième dimension essentielle d'une éventuelle modernité, celle de sa perception par les intéressés. Il me semble significatif que la notion d'*identité* soit apparue à plusieurs reprises dans les discussions du colloque, mais qu'elle n'ait fait l'objet d'aucune communication précise, alors que je la crois particulièrement féconde pour mettre en évidence les contradictions du processus qui lie modernité et héritages.

Entendue évidemment comme expression de la relation avec l'autre, l'identité conduit en effet à des analyses largement fondées sur la différence. C'est bien par le sentiment de la différence fondamentale avec l'Europe occidentale que les voyageurs étudiés par Jacques-Guy Petit « inventent » un paysage canadien de grands espaces et de nature vierge dont il importe peu qu'il corresponde à la réalité: les espaces tout aussi grands et tout aussi vierges de la Sibérie n'ont à l'inverse toujours pas été « inventés »... Intervient ici un décalage avec une « modernité » implicitement ressentie comme identitaire, celle-là même qui explique l'attrait sur les touristes américains fortunés dont Darin Kinsey nous montre qu'ils viennent chercher au Canada bien plus que du poisson, l'immersion dans un monde « non civilisé ».

Cette notion d'identité interdit toute analyse simpliste et surtout mécanique, puisqu'elle peut tout aussi bien mettre l'accent sur la part d'héritages. C'est le plus « traditionnel » qu'utilise la bande dessinée wallonne pour décrire les lieux, choix logique pour un média obligé de faire court, mais je ne crois pas que même ce média puisse se réduire à une opposition entre une identité traditionnelle et une « modernité indifférenciée », celle des grands équipements et des architectures contemporaines. Bien plutôt, me semble-t-il, c'est la part d'ouverture au changement, au contemporain, l'articulation donc entre héritages et modernité, qui permet de diagnostiquer l'état d'une société ou, en l'occurrence, l'idée qu'en ont les créateurs qui cherchent à toucher un public, la « modernité » de ces créateurs eux-mêmes également. Pour dire les choses simplement, je pense qu'une mise en scène de Paris dans une bande dessinée utiliserait très probablement, entre autres signes de recon-